



HAL
open science

Les conflits fonciers comme analyseurs des guerres civiles : chefs de guerre, militaires américains et juges Taliban dans la Kunar

Adam Baczko

► **To cite this version:**

Adam Baczko. Les conflits fonciers comme analyseurs des guerres civiles : chefs de guerre, militaires américains et juges Taliban dans la Kunar. *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 2013, Guerre et terre en Afghanistan, 133, pp.115-132. 10.4000/remmm.8034 . hal-02916988

HAL Id: hal-02916988

<https://hal.science/hal-02916988>

Submitted on 13 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Les conflits fonciers comme analyseurs des guerres civiles : chefs de guerre, militaires américains et juges Taliban dans la Kunar

Land Conflicts as Analyzers of Civil Wars: Warlords, American Soldiers and Taliban Judges in Kunar

Adam Baczko



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remmm/8034>

DOI : 10.4000/remmm.8034

ISSN : 2105-2271

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 8 juin 2013

Pagination : 115-132

ISBN : 978-2-85399-884-0

ISSN : 0997-1327

Ce document vous est offert par Fondation nationale des sciences politiques



Référence électronique

Adam Baczko, « Les conflits fonciers comme analyseurs des guerres civiles : chefs de guerre, militaires américains et juges Taliban dans la Kunar », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 133 | 2013, mis en ligne le 14 juin 2013, consulté le 13 février 2024. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/8034> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remmm.8034>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Adam Baczko*

Les conflits fonciers comme analyseurs des guerres civiles : chefs de guerre, militaires américains et juges Taliban dans la Kunar

Résumé. Les conflits fonciers constituent un point d'entrée particulièrement pertinent pour éclairer la dynamique politique dans la Kunar. En effet, les disputes concernant l'héritage et les démarcations de parcelles sont d'excellents analyseurs des tensions sociales qui alimentent la guerre dans cette province rurale d'Afghanistan. La multiplication et la politisation des conflits fonciers depuis trois décennies mettent en évidence la dislocation des structures politiques et du cadre normatif qui permettaient de les réguler avant l'invasion soviétique. Par ailleurs, la comparaison entre les modes de régulations des conflits fonciers par les commandants locaux, les militaires américains et les Taliban permet de souligner les différences entre trois manières de gouverner la population. En se confrontant aux conflits fonciers, les acteurs politiques agissent directement sur les relations sociales, avec des implications décisives dans la lutte qu'ils mènent les uns contre les autres. L'analyse de la guerre par l'étude des conflits fonciers permet donc de mieux comprendre l'affaiblissement actuel des chefs de guerre, le rejet de l'armée américaine par les habitants de la Kunar et l'enracinement du mouvement Taliban.

Mots clés : Kunar, guerre civile, Taliban, conflits fonciers, justice, commandants, chef de guerre, armée américaine

Abstract. *Land Conflicts as Analyzers of Civil Wars: Warlords, American Soldiers and Taliban Judges in Kunar*

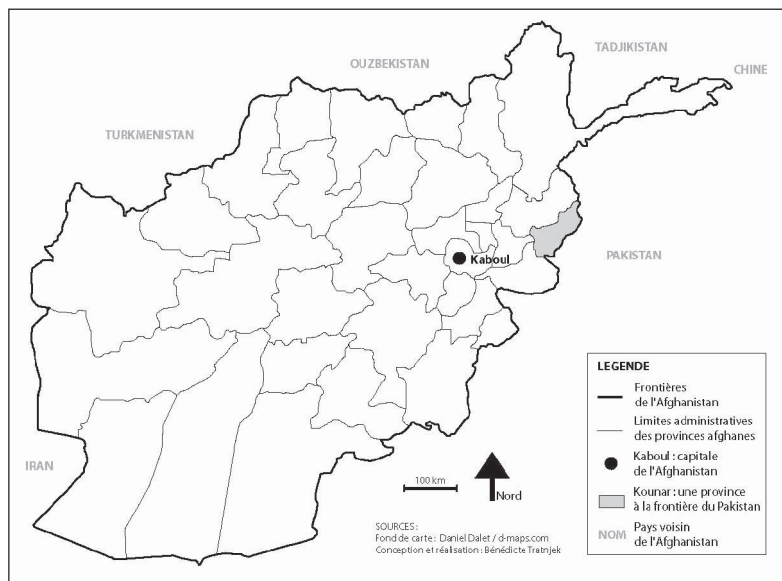
Land disputes are a particularly relevant point of entry to illuminate the political dynamics in Kunar. Consideration of conflicts over inheritance and plot demarcations constitute a particularly powerful means of analyzing the social tensions that fuel the civil war in this rural province of Afghanistan. The multiplication and politicization of land disputes throughout the last three decades highlight the dislocation of the political structures and the normative framework which regulated these conflicts before the Soviet invasion. Moreover, a comparison

* Institut de Recherches Stratégiques de l'École militaire (IRSEM), EHESS, Paris.



between the modes of regulating land disputes pursued by local commanders, the US military and the Taliban underlines the differences between three ways of governing people. In dealing with land disputes, political actors act directly on social relations, with decisive implications for their struggle against each other. An analysis of the war through the study of land conflicts helps us to more fully understand why the warlords are currently getting weaker, why the people of Kunar are rejecting the US Army, and why the Taliban movement has taken root locally.

Keywords: Kunar, Civil War, Land Disputes, Justice, Taliban, Commanders, Warlords, US Army



Localisation de la province de la Kunar.
Sources : fond de carte, Daniel Dalet / d-maps.com ;
conception et réalisation : Bénédicte Tratnjek

justissima tellus
Virgile, *Les Géorgiques*

Les conflits fonciers constituent un point d'entrée particulièrement pertinent pour éclairer l'affrontement entre chefs de guerre, militaires américains et Taleban dans la Kunar. « Les études de la guerre doivent maintenant prendre un virage agraire » affirme Christopher Cramer et Paul Richards en introduction du numéro spécial du *Journal of agrarian change* consacré « aux racines agraires des conflits violents » (Cramer et Richards, 2011 : 294). Au sein de sociétés rurales, les disputes concernant l'héritage et la délimitation de la terre s'avèrent en effet d'excellents analyseurs des enjeux politiques de la guerre. Notre démarche concernant la dynamique guerrière dans la Kunar s'inscrit donc en continuité avec l'appel de Jean-Pierre Chauveau

et Paul Richards à « relier les rivalités organisationnelles aux luttes matérielles dans lesquelles les organisations agraires sont engagées » (Chauveau et Richards, 2008 : 165). Un tel virage agraire est nécessaire car les recherches sur les guerres civiles souffrent généralement d'un « biais urbain » (Kalyvas, 2006 : 38-48). En Afghanistan depuis 2001, comme au Mozambique dans les années 1980 (Geffray, 1990 ; Chingono, 1996 ; Nordstrom, 1997), au Sierra Leone dans les années 1990 (Richards, 1996 ; Ibrahim, 1998, Krijn et Richards, 2011) ou encore en Côte d'Ivoire dans les années 2000 (Bobo et Chauveau, 2003), les villes s'avèrent les endroits les plus accessibles aux observateurs, alors que la plupart des violences se produisent dans les zones rurales¹. Christian Geffray se plaint que les chercheurs et les journalistes construisent notre vision de la guerre civile et du mouvement Renamo au Mozambique à partir de Maputo et des grandes villes de province, et non des campagnes où l'insurrection est pourtant implantée (Geffray, 1990 : 19). Ce même biais urbain affecte les recherches sur la guerre en Afghanistan depuis 2001. La majorité des observateurs sont isolés à Kaboul, dans les grandes agglomérations, voire dans des bases militaires. Leur absence dans les campagnes où se déroule la guerre explique qu'en dépit des larges sommes investies dans la recherche et l'expertise sur l'Afghanistan, ils aient manqué l'implantation et l'extension du mouvement Taliban entre 2002 et 2010.

Puisque la rivalité entre les Taliban, les chefs de guerres et la coalition occidentale se déroule dans les campagnes, l'analyse de la guerre exige au préalable une compréhension des dynamiques locales dans les zones rurales, notamment des conflits fonciers. Après trois décennies de guerre civile, dans la Kunar, comme dans le reste de l'Afghanistan, les acteurs politiques sont confrontés à l'accroissement de ces conflits. En 2010, selon le *United States Institute for Peace*, plus de la moitié des disputes enregistrées dans la province (55 %) portent sur des questions de propriétés foncières (Coburn, 2011 : 2). Dans une population presque entièrement rurale, la terre constitue la principale ressource. Sa possession détermine la position d'un individu dans la société afghane. Son rôle, essentiel du point de vue du statut social, en fait un enjeu majeur dans les interactions humaines.

Ainsi, l'emploi des conflits fonciers comme analyseurs de la guerre permet d'appréhender la matérialité des litiges sans pour autant négliger les représentations symboliques qui les accompagnent. Les atteintes à la réputation individuelle sont également des causes de disputes dans la Kunar. Cependant, à la différence des questions d'héritages et de délimitations de parcelle, les insultes et les humiliations sont difficilement analysables pour nous en tant que telles. Les conflits fonciers font l'objet de plaintes, de négociations, de procès, de démarches juridiques et politiques

1 Notre propos ne porte pas ici sur les cas où la guerre civile se déroule dans la ville. Toutefois, l'injonction de Chauveau et Richards peut-être rattachée aux remarques d'Arjun Appadurai (Appadurai, 1996 : 152-153), qui incite, à partir du cas de Karachi, à lier « macro-événements » et « micro-politique des rues et des quartiers ». Les études existantes, par exemple, sur Brazzaville (Bazenguissa-Ganga, 1996 ; Dorier-Appril, 1997) ou Belfast (Sluka ; 1990 ; Ballif, 2009 ; Hamill 2011) confirment l'intérêt d'une telle démarche.



diverses et variées qui sont autant de sources disponibles pour nous permettre de les étudier. En outre, nous disposons d'archives et de quelques témoignages sur ces litiges dans la Kunar depuis la fin du XIX^e siècle. Ils permettent de remettre en perspective les modes de régulation du foncier par les chefs de guerres, les militaires américains et les Taliban dans l'histoire politique de l'Afghanistan. L'exploration des archives du tribunal islamique d'Asadabad de 1885 à 1890 indique que, déjà à cette époque, les conflits fonciers se situent au fondement de l'instauration en Kunar d'un cadre normatif, associant l'État aux institutions tribales et religieuses (Ghani, 1983). Les chefs de guerre, l'Armée américaine et les Taliban qui s'affrontent dans la Kunar depuis 2001 font face aux conséquences de la destruction par la guerre de ce cadre normatif. Cependant, chacun de ces trois acteurs prend en charge ces disputes de manières différentes. Une comparaison de ces modes de régulations éclairent les évolutions politiques de la province depuis 2001 et explique notamment pourquoi ce sont, en 2012, les Taliban qui gouvernent les zones rurales.

Pour mieux comprendre le lien entre conflits fonciers et guerre en Afghanistan, nous partirons d'une série de questions. En premier lieu, comment sont régulées les disputes se rapportant à la terre avant la guerre ? Après une description de la structure foncière, nous verrons notamment que, dans une région où la propriété est relativement incertaine et s'avère un objet récurrent de litiges, la violence est maîtrisée par un système complexe de procédures judiciaires étatiques et de mécanismes coutumiers. Ensuite, quels sont les effets sur les conflits fonciers et leur régulation de la guerre contre les Soviétiques ? L'invasion de l'Armée rouge provoque la dislocation des institutions étatiques, tribales et religieuses dans la Kunar, et donc la destruction du cadre normatif qu'elles sous-tendent. Dans le contexte de combats intenses, de l'exil de la majorité de la population et de l'émergence d'entrepreneurs de violence locaux, les conflits fonciers se multiplient et prennent une dimension collective. Troisièmement, comment les acteurs politiques en lutte depuis 2001 régulent-ils les conflits fonciers ? Chefs de guerre, militaires américains et Taliban suivent des stratégies distinctes vis-à-vis de ces disputes, avec des répercussions directes sur le niveau de violence dans la Kunar. Tandis que les chefs de guerre gèrent de manière fragmentée et arbitraire les disputes qui se déroulent dans leur fief et alors que les militaires américains politisent les litiges, provoquant ainsi une exacerbation de la violence, les Taliban instaurent un système de justice institutionnalisé qui individualise et dépolitise les conflits fonciers. La comparaison entre ces modes de régulation des litiges font apparaître trois manières profondément différentes de gouverner. Elle met en lumière la progression du mouvement Taliban depuis 2001 aux dépens des entrepreneurs locaux et de l'Armée américaine. Cette évolution s'explique par l'efficacité, du moins dans la configuration afghane, du cadre normatif que les Taliban instaurent progressivement à travers le pays.

La régulation des conflits fonciers dans la Kunar d'avant-guerre : l'équilibre entre la précarité de la propriété et le contrôle de la violence

La Kunar est une région de petits propriétaires. La possession de terres constitue la forme principale de capital et de revenu dans une société agraire fortement dépendante de l'agriculture vivrière. Celle-ci est circonscrite à un dixième des 4 000 km² de superficie de la Kunar, le reste étant occupé par des montagnes. À cause de la topographie accidentée, les surfaces cultivables s'étendent de manière non adjacente et ces terres offrent un rendement inférieur à la moyenne du pays (Ghani, 1984 : 152). La population de la Kunar est presque intégralement rurale, à l'exception des quelques dizaines de milliers d'habitants d'Asadabad, la capitale provinciale. Sa longue rue centrale sert d'interface commerciale pour les produits des campagnes environnantes et les biens manufacturés de l'extérieur. Les quelques 170 000 *jerib* (34 000 hectares) de terres arables font ainsi vivre directement ou indirectement l'ensemble des 400 000 habitants de la Kunar.

Les grands domaines sont rares, à la différence de régions telles que Kandahar ou Mazar. La faible qualité des terres peu étendues et non contiguës de la Kunar a entravé l'accumulation capitalistique. Par ailleurs, cette fragmentation des parcelles dans la province a été alimentée par la législation afghane qui s'inspire de la Sharia et qui encadre de manière stricte transactions foncières et héritage. Chaque fois qu'un homme de la Kunar parvient, en dépit de la topographie, à constituer un domaine de quelques ampliers, sa mort met fin à l'accumulation foncière par la division de ses biens entre ses descendants (Ghani, 1984 : 95-102). Les familles se répartissent donc les terres de manière relativement égale, et une famille d'une dizaine d'individus dispose en moyenne d'un seul hectare de surface cultivable.

Dans ces conditions, la terre cultivable est avant tout un enjeu privé, au centre des relations de voisinages et de parenté². Les parcelles constituent depuis la fin du xix^e siècle des capitaux qui s'achètent, se vendent, et donc qui circulent entre les individus. Ashraf Ghani a trouvé dans les archives de la cour islamique d'Asadabad entre 1885 et 1890 pas moins de 236 cas de transactions de propriétés foncières, dont l'examen suggère un marché très ouvert (Ghani, 1984 : 98-99). La terre cultivable dans la Kunar sert de réserve de valeur, rapidement monnayable. Elle permet aux familles de faire face à l'adversité et aux dépenses importantes, notamment celles liées au statut social et à l'achat de fiancées pour marier les fils.

Pourtant, en dépit de son importance, la terre s'avère être une possession

2 À l'inverse, les terres non arables, forêts et pâturages, ont souvent été l'objet de conflits anciens entre les ethnies et entre les tribus. La conquête et l'islamisation du Nouristan par l'Emir Abdul Rahman Khan en 1896 a été l'occasion pour les tribus pashtounes et safi de la Kounar d'accaparer des terres, généralement non cultivables, aux dépens de la minorité encore non islamisée du pays de langues dardes. Ces terres cristallisent les conflits entre communautés dans la province jusqu'à l'invasion soviétique.



précaire dans la Kunar. Peu de propriétaires sont en possession de titres attestant juridiquement de la possession de leur bien et de ses contours précis. En outre, les bornages ne sont pas inscrits dans le paysage et reposent uniquement sur la mémoire de chacun des propriétaires. En l'absence de cadastre et de relèvement des limites des champs, l'ensemble du système de démarcation des parcelles est fondé sur la défense individuelle de sa terre contre des voisins qui cherchent à s'en emparer. Autrement dit, la dissuasion constitue la condition *sine qua none* de la propriété foncière ; et comme elle est mutuelle, elle assure la délimitation effective entre les parcelles. Toutefois, elle implique aussi des tensions permanentes entre voisins. Dans les années 1970, l'anthropologue Whitney Azoy décrit cette dynamique affectant tout paysan propriétaire de la Kunar :

Tout le monde dans une communauté locale sait quelle terre appartient à qui. L'absence, cependant, de relèvement précis et de cadastre standardisé entraîne des disputes. Pour tout propriétaire, quelle que soit la taille de sa terre, la vigilance est constamment nécessaire pour éviter les empiètements. Seule cette vigilance et la menace d'une réplique ferme peuvent dissuader les prédateurs. [...]
Les démarcations sont vagues, les barrages d'irrigations peu solides, il est facile de dérober les moutons, et les femmes sont considérées comme totalement vulnérables en raison de leur sexualité. Pratiquement tout le monde est un prédateur en puissance. La dissuasion est indispensable (Azoy, 2002 : 48-50).

Une dispute au sujet de la terre représente pour les individus impliqués un enjeu très important. Qui se montre faible, alors qu'un voisin ou un cousin tente de le spolier de ses terres, prête le flanc à des attaques supplémentaires. Répliquer est donc indispensable, à la fois pour protéger son bien et pour dissuader toute agression ultérieure. Les litiges liés à la terre, même bénins, peuvent ainsi rapidement dégénérer et se radicaliser dans un cycle de représailles mutuelles.

Cette violence liée à la terre se déroule dans un environnement caractérisé par l'enchevêtrement des liens sociaux extrêmement denses. Toute action individuelle dans la Kunar s'inscrit dans une éthique de l'honneur (*namus*), incarné dans le nom (*nam*) qu'on transmet de père en fils (Edwards, 1996 : 41). La réputation d'un individu joue un rôle fondamental dans son insertion sociale dans des réseaux de solidarité (*qawm*) définis selon des critères de localisation, de parenté ou d'expériences partagées (Centlivres, 1972 : 158). Ces relations, rapidement mobilisables, sont le fondement de la stratégie de chacun. Elles garantissent une meilleure protection face aux rivaux, mais créent simultanément un risque omniprésent de collectivisation des disputes. Face aux risques de généralisation de la violence, l'insertion des individus dans des réseaux de solidarité s'accompagne d'une régulation extrêmement stricte de l'emploi de la force. Comme l'explique Pierre Centlivres,

[I]a violence en Afghanistan est inscrite dans la culture ; elle n'est pas en rupture avec elle. Elle est donc un événement, une présence quotidienne, « traditionnelle », pourrait-on dire, et récurrente. Peut-être, ici ou là, est-elle poussée à un degré extrême, mais nullement anormal. On peut même parler d'une valorisation de la violence, dans la mesure où elle est, avec ses règles strictes que la société afghane partage avec d'autres types de sociétés,

inséparable de l'honneur, de l'idéal de l'homme libre, de la gestion correcte de ses affaires, d'une éthique du conflit (Jamous, 1981 ; Pitt-Rivers, 1983 : 180).

« On a dit de ces sociétés », précise Pitt-Rivers, « qu'elles étaient sans loi ou anarchiques et il est vrai qu'elles sont enclines à la violence intestine, mais leur violence même obéit à des règles aussi strictes que celles d'un jeu sacré. » (Centlivres, 1997 : 51)

La violence fait partie du quotidien bien avant la guerre. Toutefois, parce qu'elle est considérée comme normale, elle est aussi très normée. La même éthique de l'honneur qui pousse l'individu à se venger, régleme très précisément les conditions et les formes acceptables de cette revanche³. L'expression d'« anarchie ordonnée » que l'anthropologue Charles Lindholm emploie pour décrire les tribus pashtounes de la vallée voisine de Swat, au Pakistan semble également convenir aux relations sociales dans la Kunar (Lindholm, 1981 : 148). Les individus sont souverains, aucune institution ne pouvant concrètement les empêcher d'user de la force, mais des règles très strictes imposent les formes que doivent prendre leurs actions.

Les individus obéissent à ces normes car elles reposent sur un encadrement institutionnel associant l'État aux tribus et aux figures d'autorité islamiques. L'absence de stratification sociale dans la Kunar, alimentée par la parcellisation des terres, a préservé les valeurs de réciprocité entre les individus et d'indépendance qui constituent les fondements des relations tribales (Ahmed, 1976)⁴. L'absence de hiérarchie sociale et une autonomie des individus ont ainsi engendré un socle solide pour le fonctionnement de structures claniques. Ces institutions tribales et l'éthique de l'honneur, inculquée dès le plus jeune âge, assurent une régulation immédiate des rivalités et de la violence. Les religieux, clercs ou hommes saints, les *sadat*, se réclamant du Prophète Mohammed, peuvent servir de médiateurs (Ghani, 1978 : 269 ; Lindholm, 1979 : 489). Leur positionnement extérieur aux réseaux de solidarité et le respect qu'impose leur savoir religieux donnent du poids à leur jugement. Traditionnellement, les *sadat* dans l'Est de l'Afghanistan reçoivent des terres à la limite de régions habitées par des lignages, des tribus ou des ethnies rivales (Ghani, 1978 : 269). En dernier recours, si la violence dégénère et échappe au contrôle des tribus, l'État, qui s'abstient autant que possible d'intervenir dans les disputes, devient l'ultime arbitre dont l'autorité est garantie par sa capacité de coercition. L'exploration des registres des cours de justice en Kunar entre 1885 et 1890 confirme l'ancienneté de ces mécanismes normatifs encore en usage dans les années 1970 : « la forme de la loi [est] définie par l'État tandis que son contenu [est] déterminé par les modalités

3 Pierre Centlivres, dans son article sur la violence, remarque que la langue persane en usage en Afghanistan contient deux mots distincts pour décrire les violences, *zîr* qui met l'accent sur la force physique, l'acte violent, et *zulm* qui possède une connotation de profanation et de sacrilège. Cette dualité des mots dont les Afghans se servent pour parler de la violence indique une distinction entre une violence acceptable, qui obéit aux normes, et une violence inacceptable, qu'il s'agit de bannir (Centlivres, 1997 : 55-56).

4 Pour reprendre la distinction classique d'Ahmed, jusqu'aux années 1970, les Pashtounes de l'Est accidenté de l'Afghanistan s'organisent selon le modèle structuré par l'honneur, le *Nang*, et non un modèle basé sur la rente, le *Qalang*, organisation patrimoniale qui existe dans les régions de grands propriétaires terriens du Sud, autour de Kandahar par exemple, ou du Nord, autour de Kunduz.



des conflits au niveau local » (Ghani, 1983 : 353). Les tribunaux islamiques règlent les conflits que les tribus ne parviennent ni à réguler ni à résoudre, produisant un cadre dans lequel l'autorité des chefs de village se manifeste, en même temps que la présence de l'État s'affermi. La Kunar d'avant-guerre se caractérise donc par un fragile équilibre entre une possession incertaine de la terre, source constante de litiges risquant de dégénérer dans des conflits collectifs, et un cadre normatif qui associe État, Islam et tribus, régulant l'emploi de la violence.

La dislocation du cadre normatif par la guerre : multiplication et collectivisation des conflits fonciers

Deux décennies de combat contre les troupes soviétiques, suivies d'affrontements entre chefs de guerre, déstabilisent l'équilibre foncier et normatif précaire de la Kunar. Dans les années 1980 et 1990, les combats, les départs en exil puis le retour des réfugiés suscitent une explosion du nombre de litiges se rapportant à la terre et une dislocation des mécanismes de maîtrise de la violence.

La déliquescence du régime communiste issu du coup d'État de 1978 décide l'URSS à envahir l'Afghanistan en décembre 1979. La position de la Kunar, située à la frontière avec le Pakistan, point d'entrée vers le Nord et l'Est de l'Afghanistan, en fait un objectif stratégique. En 1980, puis de nouveau en 1984, l'Armée rouge engage des séries de grandes offensives, entrecoupées d'opérations plus ponctuelles, afin de sceller la frontière. Les quatre-cinquièmes des habitants de la Kunar, ceux qui vivent hors de l'axe Jalalabad-Asadabad sous contrôle soviétique, fuient les combats et se réfugient au Pakistan (Maley, 2009 :89). Après le retrait soviétique en 1988, le retour graduel de ces réfugiés provoque une multiplication des litiges fonciers. Les décès et les départs à l'étranger des anciens propriétaires rendent incertaines les délimitations des terrains dans la Kunar. De nombreux Afghans héritent de parcelles dont ils ignorent les limites et, en l'absence des voisins, décédés ou en exil, personne ne peut préciser les contours de ces possessions. À mesure que les réfugiés rentrent, dans les années 1990, le flou autour des démarcations multiplie les sources de différends.

L'intervention soviétique provoque la dislocation du cadre normatif, qui associait État, tribus et Islam, et qui régulaient les relations entre individus. L'inféodation du régime communiste à un envahisseur étranger et l'isolation des zones rurales hors de contrôle de Kaboul entraînent une remise en cause de l'autorité étatique. Les tribus, qui s'efforcent de prendre la direction de l'insurrection, sont écrasées par l'Armée rouge lors des offensives de 1980, puis forcées par le Pakistan de s'installer dans les camps de réfugiés sous la supervision des partis islamistes qui leur sont hostiles (Edwards, 2002). Ces derniers, grâce au soutien pakistanais, obtiennent le monopole de représentation vis-à-vis de l'extérieur de la résistance contre l'URSS. Ils deviennent les récipiendaires exclusifs des aides financières et militaires en provenance de l'Occident et du Golfe.

Cependant, les partis islamistes ne contrôlent effectivement que les camps de réfugiés au Pakistan et en Iran. Divisés, sans assise à l'intérieur de l'Afghanistan, les partis doivent s'appuyer sur des entrepreneurs de violence, les « commandants », qu'ils approvisionnent en échange de leur affiliation au mouvement. La résistance afghane dans la Kunar se trouve donc structurée selon une double logique de mobilisation partisane et locale. Tandis que seuls les partis peuvent lever des fonds et acheter des armes, les chefs de guerres qui recrutent les combattants deviennent les véritables acteurs sur le terrain (Dorronsoro, 2000). À cet égard, le cas de la Kunar devient singulier, car un de ces entrepreneurs de violence, Mawlawi Hussein, dit Jamil-ur-Rahman, parvient à contourner les partis. Commandant du Hezb-e-Islami, il se déclare salafiste afin d'obtenir des financements directs auprès du Koweït et de l'Arabie Saoudite. Jamil-ur-Rahman fait alors scission de son parti d'affiliation, qui perd immédiatement le contrôle de la province. Lorsque, les troupes soviétiques se retirent de la province, Jamil-ur-Rahman proclame un émirat autonome dans la Kunar. Cette série d'événements, inédits ailleurs en Afghanistan, montre la situation de dépendance des partis islamistes vis-à-vis des chefs de guerre. Affolés à l'idée que cet épisode puisse constituer un précédent dans d'autres provinces d'Afghanistan, Les partis s'unissent pour une des rares opérations conjointes de la guerre et mettent un terme à l'Émirat islamique de la Kunar (Dorronsoro, 2000, 253-255 ; Baczko, 2011 : 44-52).

À la suite de la défaite du seul mouvement local capable d'unifier la province, la Kunar se fragmente en micro-pouvoirs territoriaux. Les commandants locaux prennent chacun possession d'une vallée, d'un village ou d'un tronçon de route, et s'affrontent pour le contrôle des ressources, en particulier le bois et les gemmes. Durant la guerre civile, ces chefs de guerre deviennent les seuls autorités politique dans la Kunar. Ils exercent la justice comme une prérogative personnelle, de manière arbitraire, grandement dépendante du profil du commandant (Dorronsoro, 1997). Aucun cadre normatif ne vient remplacer, à l'échelle de la Kunar, celui d'avant-guerre.

En l'absence de mécanismes de maîtrise de la violence, celle-ci se généralise. Avec la guerre, les armes sont devenues très accessibles et le trafic de bois et de gemmes a alimenté de nombreux réseaux de trafiquants, liés aux chefs de guerre. Les habitants restés dans la région ou ceux qui reviennent après le retrait soviétique se trouvent sous leurs coupes. Les réseaux de clientèles, constitués avant et pendant la guerre, se multiplient. Ils s'ajoutent aux liens de parenté et voisinage préexistant etaturent l'espace social d'obligations de représailles. Mais les instances régulant l'exécution de la vengeance ont disparus avec la guerre. Les conflits fonciers entre individus prennent alors rapidement des dimensions collectives. Aucun mécanisme ne garantit plus une proportionnalité entre l'objet de la dispute et le niveau de violence applicable. Les querelles aux motifs privés et économiques se transforment en véritables conflits politiques. Ce processus de politisation des disputes provoque un accroissement du nombre d'individus impliqués dans les conflits fonciers et du degré de violence des attaques.



Les commandants tirent profit de cette situation pour tenter de se débarrasser de leurs adversaires. En rivalité constante les uns avec les autres, ces chefs de guerre détournent les querelles locales, et transforment leurs affrontements en conflits intercommunautaires. Nombre des lignes de fracture qui déchirent encore la province aujourd'hui naissent durant cette période. Ainsi, les tensions actuelles entre les Safi de la vallée de Pech et les habitants de la vallée de Korengal débutent par la rivalité entre le trafiquant de bois korengali Haji Matin et son rival de Pech. De même, les inimitiés personnelles entre les commandants Mullah Rauf et Malek Zarin dans la haute Kunar se sont transformées en affrontements entre communautés Salarzai et Mushwani. Au milieu des années 1990, la société est déchirée par une insécurité généralisée. En l'absence de cadre normatif pour remplacer les instances de régulation détruites par la guerre, les litiges fonciers ont constitué le terreau d'une violence, qui s'est ensuite étendue à l'ensemble des acteurs locaux.

La régulation contemporaine des conflits fonciers par les commandants locaux, les soldats américains et les juges Taliban dans la Kunar

Lorsque les Taliban pénètrent dans la Kunar en 1996, ils ne rencontrent aucune opposition sérieuse. Les commandants sont divisés et s'avèrent incapables de s'unir. La neutralité et l'extériorité du mouvement Taliban contribuent fortement à leur implantation dans la province. Leur capacité à produire de la normativité politique, appuyée par une légitimité religieuse et une supériorité militaire, leur permet de désarmer la plupart des combattants de la province, de mettre fin aux affrontements entre communautés, et donc de dépolitiser les conflits locaux (Dorransoro, 1997 ; 1999). Ce faisant, durant leurs cinq années de gouvernement, ils enrayment la violence mais ne s'attaquent pas aux causes profondes des disputes foncières, notamment le flou des délimitations. Lorsque les Taliban perdent le pouvoir en 2001, à la suite des opérations conjointes par l'armée américaine et l'Alliance du Nord, les litiges se multiplient à nouveau et le niveau de violence local recommence à croître (Dorransoro, 2001). L'ONG Cooperation for Peace and Afghan Unity estime qu'entre 2005 et 2008, ils ont été multipliés par huit pour l'ensemble de l'Afghanistan, un accroissement bien plus rapide que celui des combats (Dennys et Zaman, 2009 : 11-13). Cette augmentation correspond tout à fait aux perceptions de la population.

Dans la décennie qui suit, trois protagonistes s'affrontent pour le contrôle de la Kunar et de sa population : les commandants locaux, les militaires américains et les militants Taliban. Chacun d'eux poursuit une stratégie différente vis-à-vis des conflits fonciers, avec des implications variables sur le niveau de violence dans la province. Les chefs de guerre, qui entravent l'implantation locale d'une administration centralisée, continuent leur gestion fragmentée et arbitraire de

ces litiges. Comme dans les années 1990, ils brouillent la distinction entre disputes privées et conflits politiques, généralisant la violence à l'ensemble de la société. Les militaires américains, aveuglés par un paradigme tribal qui ne correspond pas à l'Afghanistan contemporain, s'impliquent dans ces disputes, souvent à leur insu, et les politisent en les insérant dans leur stratégie. L'armée américaine provoque ainsi de nouvelles querelles entre les habitants de la Kunar et collectivisent celles déjà existantes. Ce mode de gouvernement accélère la généralisation de la violence qui découle du retour des chefs de guerre. À l'inverse, les Taliban mettent en place un système de justice institutionnalisé, qui individualise et dépolitise les conflits fonciers. Les juges Taliban se posent ainsi en arbitres impartiaux dans les querelles, une position qui n'est pas sans rappeler, en dépit des différences, celle de l'État afghan avant la guerre. En traitant les disputes liées à la terre comme des affaires juridiques et non-politiques, les Taliban reconstruisent un nouveau cadre normatif.

La régulation arbitraire et décentralisée des conflits fonciers par les commandants locaux

Dès le départ des Taliban en décembre 2001, les anciens commandants retrouvent le pouvoir de leurs fiefs respectifs dans l'ensemble de l'Afghanistan (Giustozzi, 2009). Deux chefs de guerre, Malek Zarin et Jan Dad, s'empare de larges pans de la Kunar. Les deux hommes accaparent les biens immobiliers de l'Emirat taliban défait et les distribuent à leur clientèle. Ils acquièrent ainsi une position stratégique avant le rétablissement du nouveau régime, mais ne peuvent empêcher d'autres anciens commandants, Kashmir Khan, Mahmud Miran ou Haji Matin par exemple, de reprendre la tête de leurs vallées respectives. À leur arrivée dans la province, les forces spéciales américaines, focalisées sur la traque des militants Taliban et des membres d'Al Qaeda, se tournent vers ces chefs de guerre afin de collecter du renseignement. En échange, ceux-ci reçoivent de l'argent qu'ils réinvestissent dans la reconstitution de leur réseau. Malek Zarin devient ainsi l'un des principaux alliés des Américains dans la région. Comme dans le reste du pays, le nouveau régime du président Hamid Karzai ne parvient jamais à s'implanter localement ; il est forcé de gouverner par l'intermédiaire des anciens commandants qui, eux, court-circuitent l'administration centrale. Dans le courant de l'année 2002, Karzai nomme un ancien commandant, Sayyed Faizal Akbar, gouverneur de la province, officialisant ainsi cette gestion décentralisée des affaires locales. Akbar réunit autour de lui une large coalition de chefs de guerre afin d'assurer à chacun les moyens de protéger son fief. Lorsqu'il démissionne en 2005, ses remplaçants successifs sont des hommes de moindre envergure.

Les commandants gouvernent ainsi la Kunar en tirant parti des rivalités locales et des fractures politiques pour faire avancer leurs intérêts personnels et survivre. La comparaison classique avec l'État de nature du *Léviathan* de Hobbes est néanmoins trompeuse car la conflictualité dans la Kunar n'est pas le fait d'une anomie, d'une absence de liens sociaux. Au contraire, l'espace social



dans lequel se déroulent les conflits fonciers est saturé de réseaux de solidarité enchevêtrés, sans mécanisme de régulation de ces rapports à l'échelle de la province. En l'absence de cadre normatif, les cycles de violence et les dettes de sang, dont la fonction traditionnelle était de dissuader les hommes d'employer la violence, alimentent maintenant les rivalités locales et entretiennent une atmosphère d'insécurité généralisée. Pour survivre, chaque chef de guerre doit distribuer des ressources afin de s'assurer une assise politique et personnelle de clients. Les commandants appliquent donc un patrimonialisme décentralisé, variable, caractérisé par l'absence de distinction entre les biens privés et publics (Médard, 1990 ; Chabal et Daloz, 1999 ; Giustozzi, 2009). Entre les années 1990 et les années 2000, les sources de revenus ont changé, mais le système demeure le même. Que ce soit les recettes de la vente des troncs et des pierres précieuses ou les profits liés à la corruption et aux contrats avec l'Armée américaine et la communauté internationale, l'argent est redistribué à une clientèle locale en échange de sa loyauté. Les commandants instrumentalisent ainsi les réseaux de solidarité et les appartenances tribales ou ethniques. À la fin des années 1990, Glatzer remarquait que :

[I]es instigateurs et les meneurs de conflit utilisent les émotions ethniques et tribales, ainsi que les sentiments d'honneur et de honte qui les accompagnent, comme des outils ou des armes aussi efficacement qu'un [lance-missile] Stinger et un [fusil] Kalachnikov (Glatzer, 1998 : 190).

Ce faisant, les commandants brouillent la distinction entre disputes privées et luttes politiques, politisant, une fois encore, les litiges fonciers.

En conséquence, les commandants privatisent la justice dans leurs fiefs respectifs, l'exerçant souvent directement ou par l'intermédiaire d'un clerc. Celle-ci est particulièrement arbitraire et génératrice de conflits fonciers car de nombreux commandants distribuent l'héritage et délimitent les terres en fonction de leurs intérêts ou de leurs accointances. Leurs interventions dans des querelles foncières enveniment souvent la situation, car, ils sont à la fois juge et partie. En 2010, Malek Zarin tente d'être médiateur dans une dispute entre Gudjar et Nouristani concernant des forêts dans le village de Marid, en haute Kunar. Son intervention n'a fait que radicaliser le conflit, qui ne s'est résolu qu'avec l'intervention des Taliban.

La politisation des conflits fonciers par les militaires américains

À partir de 2002, des détachements des forces spéciales américaines qui arrivent dans la région. À l'origine, ils n'ont pas pour mission de s'impliquer dans les affaires locales. Chargés de traquer les militants d'Al Qaeda et les Taliban, les activités des militaires américains sont séparées du reste du processus de reconstruction de l'État mené par la communauté internationale. Déployées pour six mois, ces troupes d'élite opèrent en Kunar sans supervision effective, de manière informelle. Elles débarquent en Afghanistan avec une vision stéréotypée de la population,

mêlant idéalisation et caricature. Persuadés d'avoir affaire à un pays tribal, les militaires américains plaquent des grilles de lecture collectives aux disputes entre individus. Les Afghans sont comparés aux Indiens d'Amérique ; une unité baptise ainsi son poste Fort Navajo, tandis qu'un chef de détachement, le major Jim Gant, surnomme un chef tribal Sitting Bull (Gant, 2009 : 16). Cet officier écrit un pamphlet sur l'expérience de son déploiement en 2003 dans la Kunar : *One tribe at a time*, « une tribu à la fois ». Dans les pages du major Gant se dessine l'image d'un Afghanistan rêvé, un pays de clans, immuable, où l'État est absent (Gant, 2009 : 11). Gant se méprend sur le pays ; il ne perçoit ni l'affaïssement des institutions traditionnelles dans les dernières décennies, ni le désir d'État. Cette aspiration est pourtant la raison majeure de la fulgurante ascension des Taliban entre 1994 et 1996 et à nouveau depuis 2002.

Ces représentations des Afghans, décrits comme une population tribale, détermine la mise en place d'une stratégie de cooptation locale qui bouleverse les rapports de forces et multiplie les obstacles à la formation d'un système politique stable. Le projet de constitution de milices locales en est d'ailleurs une illustration particulièrement dramatique (Kilcullen, 2009). En armant ce qu'ils perçoivent comme des tribus, hâtivement cartographiées par de grandes étendues de couleur, les Américains favorisent en réalité des chefs de guerre. En vue de pacifier la Kunar, ils donnent donc aux commandants et à la population les moyens de contourner l'État et de résoudre eux-mêmes leurs différends par la violence. Les capacités financières et militaires américaines donnent une dimension considérable à cette intervention dans les rapports de forces locaux. La seule PRT, l'Equipe de Reconstruction Provinciale de l'armée américaine, dispose en Kunar, pour l'année 2010, de 80 à 90 millions de dollars pour entreprendre des projets de développement locaux. Cette somme représente entre le quart et la moitié de ce qui est annuellement produit dans la province, et elle tombe directement dans les mains de ceux qui fournissent l'armée américaine en renseignement et en approvisionnement.

Sans aucune analyse sérieuse de la situation, l'armée américaine s'implique naïvement dans les conflits fonciers. Le major Gant raconte en détail comment il a obtenu les faveurs d'un chef de guerre :

La population des montagnes avait pris et exploitait de la terre qui appartenait aux habitants des plaines. Le malek m'a dit que la terre avait été donnée à sa tribu par le « Roi de l'Afghanistan » il y a très, très longtemps et qu'il me montrerait les documents. Je lui ai dit qu'il n'avait pas besoin de me montrer des papiers. Sa parole me suffisait. [...] J'ai décidé de le soutenir. "Malek, je suis avec vous. Mes hommes et moi iront avec vous parler aux montagnards. S'ils ne vous rendent pas la terre, nous combattons à vos côtés (Gant, 2009 : 18).

Le major Gant suggère ensuite par un laconique « il suffit de dire que le problème a été résolu » qu'il a aidé son « ami » à s'approprier des terres contestées. Ce fonctionnement partisan transforme les troupes d'élite américaines en bras aveugle de vengeances privées.



La stratégie américaine d'élimination de militants Taliban par des assassinats de nuit a facilité cette instrumentalisation des forces spéciales qui reçoivent constamment des dénonciations difficilement vérifiables. La délation est devenue un moyen accessible à tous les habitants de la Kunar pour se débarrasser d'un voisin encombrant ou d'un parent gênant⁵. En prenant sans cesse parti dans ces litiges locaux, l'armée américaine accélère ainsi leur politisation. Ces pratiques ont rendu les militaires américains très impopulaires et ont largement contribué au rejet général exprimé par les habitants de la région aujourd'hui (Baczko, 2012).

La mise en place d'un cadre normatif pour réguler les conflits fonciers par les Taliban

A fortiori, les militants Taliban se posent dans la Kunar en acteurs extérieurs aux rivalités entre commandants et entre individus. Ils opposent aux calculs stratégiques des entrepreneurs de violence de la province une rhétorique moralisante, appuyée par une capacité de coercition et une légitimation religieuse de leurs institutions. Les Taliban retirent ainsi toute dimension politique aux conflits fonciers. Ils rejettent toute revendication segmentaire ou partisane dans la Kunar afin de se poser comme des arbitres, des juges impartiaux. Ils s'imposent ainsi comme la seule autorité neutre dans la province, face à la partialité des militaires américains et à une administration étatique noyauté par les chefs de guerre.

Les Taliban ont institutionnalisé cette position d'arbitre extérieur en mettant en place une structure proto-étatique de gouvernement avec des procédures, des documents officiels et des règlements internes. Cette administration parallèle est très hiérarchisée et très centralisée. Dans chaque district, un gouverneur est nommé et répond devant le gouverneur de la province. Ce dernier est responsable devant un comité en charge de l'Est de l'Afghanistan et devant l'organe exécutif Taliban, la Shura de commandement, installée à Quetta, au Pakistan. Les Taliban prennent en charge dans la Kunar les services régaliens que l'administration locale du régime de Karzai, minée par la corruption et le népotisme, a négligés. Le mouvement affirme ainsi sa souveraineté dans la vie quotidienne des habitants des zones rurales de la Kunar : il collecte des taxes, organise son propre système scolaire (Giustozzi et Franco, 2011) et appose son entête « Émirat islamique d'Afghanistan » sur les documents officiels.

Le système de justice constitue le cœur des structures de gouvernement Taliban. Dans chaque district, plusieurs juges islamiques sont nommés pour régler les disputes. Les textes de la Sharia, Coran et Hadith en particulier, constituent leurs

5 Cette situation n'est pas unique à l'Afghanistan. Comme l'a montré Stathis Kalyvas (2006), elle se retrouve dans de nombreuses guerres civiles. L'exemple de l'intervention américaine montre à cet égard que, contrairement à la thèse de Kalyvas, l'instrumentalisation par les individus des situations politiques et la politisation par les partis en guerre des intérêts individuels ne s'opposent pas. Au contraire, dans la Kunar, les deux vont de pair et se renforcent mutuellement.

principales références juridiques. Les témoignages des habitants de la province sont unanimes, les juges ne sont pas corrompus, et leur action est perçue comme n'avantageant aucune communauté ou groupe social particulier. Les Taliban ont mis en place un système de supervision des juges au niveau de la région, avec une commission juridique, et au niveau de la Shura judiciaire de Quetta, qui sert aussi de cour d'appel en cas de contestation de la décision du *qazi*. Les verdicts des juges sont enregistrés sur papier et servent de documents officiels dans les affaires d'héritage et de délimitation des terres. Les procès sont sommaires, quelques jours pour l'ensemble de la procédure, des semaines dans les cas les plus difficiles. Les habitants de la Kunar opposent régulièrement cette célérité à la lenteur des procédures devant le tribunal d'Asadabad. De plus, les Taliban veillent tout particulièrement à ce que les peines soient appliquées, à la différence une fois encore des verdicts de juges du régime de Karzai, réputés négociables. En traitant ainsi un grand nombre de conflits fonciers, les cours Taliban émettent des titres de propriété, qui sont, dans la pratique, acceptés par l'administration en place. Ils produisent dans la Kunar un relèvement précis des parcelles, l'équivalent d'un cadastre. Ils créent donc un environnement normé, où la propriété est reconnue et garantie par une autorité politique.

En reconstruisant un équilibre entre l'ordre politique et la propriété foncière, les Taliban fabriquent de la norme et deviennent effectivement l'État en Kunar. Mais, à la différence de la monarchie afghane en place avant la guerre et sa régulation concertée des conflits fonciers avec les institutions tribales et religieuses, les structures politiques Taliban excluent les élites traditionnelles des processus de décision, tout en s'appuyant sur les mêmes légitimités. Les jugements des *qazi* bénéficient ainsi d'une légitimité religieuse qui puise à la fois dans la tradition de l'État afghan, dont l'autorité s'étend dans la province depuis la fin du XIX^e par le biais des tribunaux islamiques, et dans celle de la fonction arbitrale des religieux dans les conflits locaux (Ghani, 1983). L'efficacité du système de justice Taliban repose aussi sur une forte légitimité locale. Les juges vivent avec la population. Ils font des rondes dans les vallées et sont aisément joignables par téléphone portable. La présence de militants Taliban dans les villages et leur connaissance des affaires locales dans les villages leur ont permis de prendre le pas sur les élites tribales considérablement affaiblies. Il n'est pas rare de faire maintenant appel aux Taliban, souvent aux juges, pour faire office de médiateurs, même en dehors d'une procédure judiciaire. Leur capacité de coercition et la prédictibilité de leurs jugements crédibilisent l'arbitrage des juges comme elles avaient autrefois crédibilisé celui des figures tribales. Au-delà de la résolution des conflits fonciers, les Taliban mettent en place dans la Kunar un nouveau cadre normatif dans lequel les individus peuvent anticiper les conséquences de leurs actions.



Conclusion

La comparaison entre les modes de régulations des conflits fonciers par les commandants locaux, les militaires américains et les Taliban permet essentiellement de souligner les différences entre trois manières de gouverner la population. Les disputes concernant l'héritage et les démarcations de parcelles sont d'excellents analyseurs de la guerre car, en se confrontant aux conflits fonciers, les acteurs politiques agissent directement sur les relations sociales. Leurs gestions respectives des litiges se rapportant à la terre entraînent donc des implications décisives dans la lutte qu'ils mènent les uns contre les autres. Ainsi, l'affaiblissement des chefs de guerre, le rejet de l'armée américaine par les habitants de la Kunar et l'enracinement du mouvement Taliban ne sont que les conséquences des stratégies suivies par chacun des acteurs. Ceci est également vrai pour le reste de l'Afghanistan, et pour d'autres régions du monde. Dès lors que ces conditions sont réunies, à savoir une guerre civile au sein d'une société agraire où les conflits fonciers jouent un rôle déterminant dans la dynamique locale, les modes de régulations mis en place par les acteurs politiques ont une forte incidence sur leur capacité à produire des institutions et à affirmer leur autorité politique. Jean-Pierre Chauveau et Paul Richards concluent leur étude croisée de la guerre en Sierra Léone et en Côte d'Ivoire en appelant à prendre en compte les questions foncières dans un cadre politique, économique et social plus large (Chauveau et Richards, 2008 : 166-167). Le cas de la Kunar confirme leurs conclusions. Il nous suggère que l'apaisement des conflits et la production d'un ordre par les acteurs politiques d'une guerre civile passent par l'établissement d'un système judiciaire et normatif qui encadre le recours à la violence privée et publique dans la résolution des différends entre individus et entre communautés.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABDULLAH Ibrahim, 1998, « Bush path to destruction : the origin and character of the Revolutionary United Front/Sierra Leone », *Journal of Modern African Studies* 36/2, p. 203-235.
- APPADURAI Arjun, 1996, *Modernity at large : cultural dimensions of globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- AZOY G. Whitney, 2002, *Bozkachi : jeu et pouvoir en Afghanistan*, Paris, Éditions Le Capucin.
- BACZKO Adam, 2011, *Justice et politique dans la Kounar : la résolution des conflits par les commandants locaux, les militaires américains et les militants Taliban*, Paris, EHESS.
- 2012, « Les revers de l'armée américaine dans la Guerre d'Afghanistan : le cas de la Kounar », *Politique Américaine* 19, p. 11-26.

- BALLIF Florine, 2009, « Les peacelines de Belfast, entre maintien de l'ordre et gestion urbaine », *Cultures & Conflits* 73, p. 73-83.
- BAZENGUSSA-GANGA Rémy, 1996, *Milices et bandes armées à Brazzaville : enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés*, Paris, CERI-FNSP.
- BOBO Koffi S. et CHAUVEAU Jean-Pierre, 2003, « La situation de guerre dans l'arène villageoise. Un exemple dans le Centre-Ouest ivoirien », *Politique Africaine* 89, p. 12-32.
- CENTLIVRES Pierre, 1972, *Un bazar d'Asie centrale*, Wiesbaden, L. Reichert.
- 1997, « Violence légitime et violence illégitime: à propos des pratiques et des représentations dans la crise afghane », *L'Homme* 37 144, p. 51-67.
- CHABAL Patrick, DALOZ Jean-Pascal, 1999, *Africa Works: The Political Instrumentalization of Disorder*. Oxford, James Currey.
- CHAUVEAU Jean-Pierre et RICHARDS Paul, 2008, « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines. Une comparaison Côte d'Ivoire-Sierra Leone », *Politique Africaine* 111, p. 131-167.
- CHINGONO Mark F., 1996, *The State, violence and development: the political economy of war in Mozambique, 1975-1992*, Aldershot, Avebury.
- COBURN Noah, 2011, *The politics of dispute resolution and continued instability in Afghanistan*, Washington, USIP.
- CRAMER Christopher et RICHARDS Paul, 2011, « Violence and war in agrarian perspective », *Journal of Agrarian Change* 11/3, p. 277-297.
- DENNYS Christian, ZAMAN Idrees, 2009, *Trends in local Afghan conflicts: synthesis paper*, Kaboul, CPAU.
- DORIER-APRILL Élisabeth, 1997, « Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville », *Hérodote* 86-87, p. 182-221.
- DORRONSORO Gilles, 1997, « Désordre et légitimité du politique en Afghanistan », *Culture & Conflit* 24-25, p. 135-157.
- 1999, « Les Taleban ou la révolution des clercs », *Études* 39/6, p. 743-751.
- 2000, *La révolution afghane : des communistes aux Taleban*, Paris, Karthala.
- 2001, « Après les Taleban : fragmentation politique, hiérarchie communautaire et classes sociales en Afghanistan », *Culture & Conflit* 44, p. 153-172.
- EDWARDS David B. 2002, *Before Taliban: genealogies of the Afghan Jihad*, Berkeley, University of California Press.
- 1997, *Heroes of the age: moral fault line on the Afghan frontier*, Berkeley, University of California Press.
- GANT Jim, 2009, *One tribe at a time: a strategy for success in Afghanistan*, Los Angeles, Nine Sisters Imports.
- GEFFRAY Christian, 1990, *La cause des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala.
- GHANI Ashraf, 1978, « Islam and state-building in a tribal society Afghanistan: 1880-1901 », *Modern Asian Studies* 12/2, p. 269-284.



- 1983, « Disputes in a court of Sharia, Kunar Valley, Afghanistan, 1885-1890 », *International Journal of Middle East Studies* 15/3, p. 353-367.
- 1984, *Production and domination: Afghanistan, 1747-1901*, New York, Columbia University.
- GIUSTOZZI Antonio, 2009, *Empire of mud: war and warlords in Afghanistan*, New York, Columbia University Press.
- GIUSTOZZI Antonio, FRANCO Claudio, 2011, *The battle for schools: The Taleban and state education*, Kaboul, Afghan Analysts Network.
- GLATZER Bernt, 1998, « Is Afghanistan on the brink of ethnic and tribal disintegration », in MALEY William. (dir), *Fundamentalisme reborn: Afghanistan and the Taliban*, New York, New York University Press.
- HAMILL Heather, 2011, *The hoods: crime and punishment in Belfast*, Princeton, Princeton University Press.
- JAMOUS Raymond, 1981, *Honneur et baraka, Les structures sociales traditionnelles dans le Rif*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- KALYVAS Stathis N., 2006, *The logic of violence in civil war*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KILCULLEN David, 2009, *The accidental guerrilla: fighting small wars in the midst of a big one*, Oxford, Oxford University Press.
- KRIJN Peter et RICHARDS Paul, 2011, « Rebellion and agrarian tensions in Sierra Leone », *Journal of Agrarian Change* 11/3, p. 377-395.
- LINDHOLM Charles, 1981, « The structure of violence among the Swat Pukhtun », *Ethnology* 20/2, p. 147-156.
- 1979, « Contemporary politics in a tribal society: Swat District, NWFP, Pakistan », *Asian Survey* 19/5, p. 485-505.
- MALEY William, 2009, *The Afghanistan Wars*, Londres, Palgrave Macmillan.
- MEDARD Jean-François, 1990, « L'État patrimonialisé », *Politique africaine* 38, p. 25-36.
- NORDSTROM Carolyn, 1997, *A different kind of war story: the ethnography of political violence*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- PITT-RIVERS Julian, 1983, *Anthropologie de l'honneur: La mésaventure de Sichern*, Paris, Le Sycamore.
- RICHARD Paul, 1996, *Fighting for the rainforest: war, youth & resources in Sierra Leone*, Londres, James Currey.
- SLUKA Jeffrey A., 1990, *Hearts and minds, water and fish: support for the IRA and INLA in a Northern Irish Ghetto*, Greenwich, JAI Press.